

- b) Postures pénibles définies comme positions forcées des articulations ;
 - c) Vibrations mécaniques ;
 - 2° Un environnement physique agressif :
 - a) Agents chimiques dangereux, y compris les poussières et les fumées ;
 - b) Activités exercées en milieu hyperbare ;
 - c) Températures extrêmes ;
 - d) Bruit ;
 - 3° Certains rythmes de travail :
 - a) Travail de nuit dans les conditions fixées aux articles **L. 3122-2** à **L. 3122-5** ;
 - b) Travail en équipes successives alternantes ;
 - c) Travail répétitif caractérisé par la réalisation de travaux impliquant l'exécution de mouvements répétés, sollicitant tout ou partie du membre supérieur, à une fréquence élevée et sous cadence contrainte.
- II.-Un décret précise les facteurs de risques mentionnés au I.

service-public.fr

- > Compte professionnel de prévention (C2P) : Définition des facteurs de risques professionnels entrant dans le champ du dispositif
- > Facteurs de risques professionnels : un accord est-il obligatoire ? : Facteurs de risques professionnels
- > Qu'est-ce que le document unique d'évaluation des risques professionnels (DUERP) ? : Facteurs de risques professionnels
- > Retraite du salarié : majoration de durée d'assurance du compte professionnel de prévention (C2P) : Code du travail : article L4161-1

Chapitre II : Accords en faveur de la prévention des effets de l'exposition à certains facteurs de risques professionnels

L. 4162-1

LOI n°2023-270 du 14 avril 2023 - art. 17 (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

I.-Les employeurs d'au moins cinquante salariés, y compris les entreprises et les établissements publics mentionnés aux articles **L. 2211-1** et **L. 2233-1** employant au moins cinquante salariés, ainsi que les entreprises appartenant à un groupe au sens de l'article **L. 2331-1** dont l'effectif comprend au moins cinquante salariés, engagent une négociation d'un accord en faveur de la prévention des effets de l'exposition aux facteurs de risques professionnels mentionnés à l'article **L. 4161-1** :

- 1° Soit lorsqu'ils emploient une proportion minimale, fixée par décret, de salariés déclarés exposés au titre du dispositif mentionné à l'article **L. 4163-1** ;
- 2° Soit lorsque leur sinistralité au titre des accidents du travail et des maladies professionnelles est supérieure à un seuil dans des conditions définies par décret.

II.-Les entreprises dont l'effectif comprend au moins cinquante salariés et est inférieur à trois cents salariés ou appartenant à un groupe au sens de l'article **L. 2331-1** dont l'effectif est inférieur à trois cents salariés n'ont pas l'obligation de conclure un accord mentionné au I du présent article ou un plan d'action mentionné à l'article **L. 4162-2** si elles sont déjà couvertes par un accord de branche étendu comprenant les thèmes mentionnés au 1° de l'article **L. 4162-3**.

L. 4162-2

Ordonnance n°2017-1718 du 20 décembre 2017 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Si, au terme de la négociation, aucun accord n'est conclu, un procès-verbal de désaccord est établi dans les conditions définies à l'article **L. 2242-5**. L'employeur mentionné à l'article **L. 4162-1** est alors tenu d'arrêter, au niveau de l'entreprise ou du groupe, un plan d'action relatif à la prévention des effets de l'exposition aux facteurs de risques professionnels mentionnés à l'article **L. 4161-1**, après avis du comité social et économique.

L. 4162-3

Ordonnance n°2017-1389 du 22 septembre 2017 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

L'accord d'entreprise ou de groupe ou, à défaut d'accord, le plan d'action mentionné à l'article **L. 4162-2** :